

Direction du
Développement Durable
des Territoires

Service Connaissance et
Stratégie

6, route des Artifices -
Moselle
BP L1
98849 NOUMÉA CEDEX

Téléphone :
20 34 00

Courriel :
3dt.contact@province-
sud.nc

affaire suivie par
Christophe CASSEZ

N° 79312-2023/2-
REP/DDDT

Le Directeur,

à

MONSIEUR LE DIRECTEUR
PAR INTERIM
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DE
L'EQUIPEMENT ET DES MOYENS
PROVINCE SUD
1 RUE UNGER
98800 NOUMEA

Objet : Enquête administrative relative à la révision du PUD de Dumbéa
Référence : Votre mail en date du 31 janvier 2023

Pour faire suite à votre consultation transmise par courriel en date du 31 janvier 2023, veuillez trouver ci-dessous les remarques et observations formulées par la 3DT pour chacun des principaux documents transmis.

1- OAP n°1 – Trame verte et Bleue

A la page 5, reprendre la définition « Les écosystèmes d'intérêt patrimonial » (EIP) en se basant sur l'article 231-1 du code de l'environnement qui précise : « Le présent titre a pour objet de contribuer à la préservation et à l'amélioration de l'état de conservation de la biodiversité par des mesures visant à assurer le maintien ou la restauration d'écosystèmes qui sont d'intérêt patrimonial, tels que les forêts denses humides sempervirentes, les forêts sclérophylles, les mangroves, les herbiers et les réécifs coralliens. » mais en aucun cas, les prairies ni vallées.

De même, au 5^{ème} allinéa, la définition des corridors écologiques, s'agissant de relier les EIP doit être reprise selon les normes environnementales qui précisent qu'un corridor est un espace naturel et non agricole.

2- Le rapport de présentation

En préalable aux observations concernant le rapport de présentation, il est indiqué que les annexes fournies pour l'analyse de ce projet sont incomplètes au vu du sommaire transmis. 5 dossiers sur 10 sont manquants avec notamment les observations cartographiques concernant les zones inondables, amiantifères, et à fortes pentes pour les principales.

L'absence de ces couches d'informations et le fait qu'aucun zonage ne soit indicé laisse supposer que ces aléas n'ont pas été pris en compte dans l'élaboration du projet.

Les observations ont trait, outre des propositions de corrections, à soulever interrogations et enjeux :

❖ Contexte

En complément d'informations, il est précisé que la superficie de la commune de Dumbéa est

de 255 km² pour la partie terrestre mais complétée avec sa partie marine totalise 282 km².

❖ Milieu naturel, paysages et biodiversité

La lecture, à la page 120/295 du rapport de présentation dans l'encart « Eléments du diagnostic à retenir » fait état de zones naturelles protégées ND. Le zonage transmis au format GPKG contient pour sa part un zonage équivalent noté NP. La question se pose de savoir si le format SIG transmis est le bon ou s'il s'agit juste d'une confusion dans la rédaction.

La poursuite du contrôle de cohérence proposé s'appuie sur cette dernière hypothèse.

D'autre part, sur le même sujet, le règlement du PUD cite plusieurs zonages indicés qui ne figurent pas dans le zonage cartographique.

➤ Les aires protégées:

A la page 121/295, modifier la superficie du parc provincial de Haute Dumbéa ; 9171 Ha au lieu de 8125 Ha et créé le 20 novembre 2012 par délibération n°36-2012/APS et non le 1^{er} janvier 2013.

Modifier la formulation à la même page :

« Le Parc est réglementé par le code de l'Environnement de la province Sud et sa description des limites figure à l'article 213-19-1 » au lieu de « Le parc provincial de la Haute Dumbéa est réglementé par l'article 213-19-1 du Code de l'Environnement de la province-Sud ». En effet, d'autres articles du Code de l'Environnement traite de cette aire protégée y compris des dispositions générales.

Même remarque et proposition de formulation, sur la même page, concernant la réserve naturelle de la Vallée de La Thy et Montagne des Sources.

De plus, il y a confusion entre les notions de parcs et réserves naturelles et concernant le nom des aires protégées qui se superposent partiellement ; il s'agit bien **du parc provincial de Dumbéa** et la **réserve naturelle de la Haute Dumbéa**, elle-même incluse dans le parc, et non le parc de la haute Dumbéa.

Il y a de ce fait 4 aires protégées à Dumbéa :

- 1/ le parc provincial de la Dumbéa,
- 2/ la réserve naturelle de la Haute Dumbéa,
- 3/ la réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources
- 4/ la réserve naturelle de la Vallée de la Thy.

L'ensemble des documents devra être corrigé dans ce sens.

Proposer un zonage spécifique plus stricte qui devrait être créer pour la réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources.

En effet, les prescriptions du zonage NP sont pour certaines incompatibles avec le classement de cette aire protégée. Par exemple, les constructions à usage de refuge pour ne citer que celle-ci.

Enfin, concernant la proposition de zonage UT sur la zone des Koghis qui se situe à l'intérieur de la réserve naturelle de la forêt de La Thy, celle-ci est incompatible avec le statut de l'aire protégée.

➤ Les mangroves:

A la page, 139/295, la surface mentionnée de mangrove est de 387 Ha au lieu de 374 Ha (revoir si besoin les calculs statistiques). A noter que cet EIP est très présent en zone de ZAC, mais que l'absence de zonage afférent interdit toute analyse complémentaire. Les éléments présents dans le rapport de présentation indiquent que des mangroves sont susceptibles d'être impactées en zone ZNL et ZUE. En temps qu'EIP, cet écosystème doit être préservé et soumis à la séquence ERC qui priorise l'évitement bien avant la compensation. S'agissant de projets

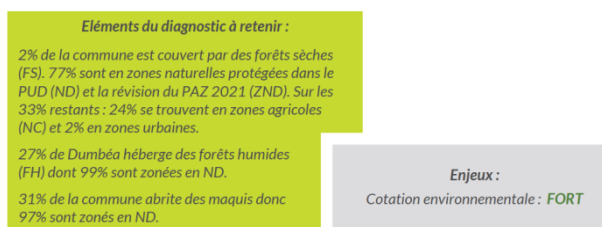
d'aménagements, il est souhaitable de privilégier cet évitement en anticipant les impacts potentiels.

De plus, dans une vision prospective et selon les recommandations du GIEC, il serait bénéfique de prévoir/réserver du foncier en arrière mangrove pour permettre à cet écosystème de s'y développer, tant que cela reste encore possible.

Par ailleurs, la commune de Dumbéa est partenaire de la province Sud et de la DDDT en particulier sur la mise en place et réalisation d'une feuille de route ayant pour objectif le maintien, la protection de cet EIP. Des actions concrètes seront projetées et devront être considérées dans le PUD.

➤ Les forêts sèches:

Concernant l'écosystème d'intérêt patrimonial, forêts sèches, il est souhaitable de classer l'intégralité du zonage en zone NP (ou ND) pour que l'ensemble des sites, au lieu des seuls 63%, soit protégé et puisse être stabilisé grâce aux corridors écologiques identifiés dans le diagnostic. Il est d'ailleurs intéressant de relever, à la page 124, la contradiction entre la présence d'EIP et la pratique agricole qui contrarie la régénération naturelle des forêts. A minima, proposer un zonage indicé « fs » avec des prescriptions particulières d'aménagement.



➤ Les forêts Humides:

Le total issu des bases de données de la DDDT donne une superficie des forêts humides de 9325 Ha contre 6809 Ha mentionné dans le rapport de présentation et est bien plus hétérogène en terme de couverture spatiale que celle présentée dans le rapport. Si cette différence s'explique par la consultation de sources différentes, la variation reste cependant très importante et mérite d'être vérifiée.

➤ Les autres écosystèmes:

Pas de remarques concernant le maquis minier, les herbiers et les récifs.

❖ Les terres agricoles et forestières :

Les espaces agricoles présentés dans le document d'orientation et d'aménagement prioritaire (OAP) sont considérés « pouvant être caractérisés comme des espaces de « Corridor » (page 2), ce qu'ils ne sont pas au sens de biotopes de connexion tel que sont les corridors écologiques. Ces espaces, caractérisés au nombre de trois, participent à la bonne lisibilité du territoire communal et sont :

➤ La plaine d'Adam au sud de Dumbéa et de la RT1

Un espace libre de toute construction utilisé essentiellement en pâturage pour de l'élevage bovin qui concerne une, voire deux exploitations.

Sur cet espace, la dynamique d'expansion urbain qui s'est opérée de part et d'autre de l'axe routier proche, va selon toute vraisemblance se poursuivre dans les années à venir. Si toute fois la volonté est de préserver cet espace comme composante de la trame verte et bleue (TVB)

tel que recherché dans l'OAP, une attention particulière devra être portée dans l'aménagement des franges tampons. Elles pourraient en limiter les conflits d'usages, les occupations illégales voir les vols de bétail, qui impactent fortement l'activité d'élevage. Ces franges peuvent potentiellement être constituées d'activités agricole mieux incérées au périurbain et constituer des zones agricoles productives de rempart.

➤ Le long de la Promenade Jules Renard

De grands espaces de pâturages qui permettent de faire une interface entre la rivière et la forêt sèche située en hauteurs. Une zone allant des abords de la RT1, qui remonte le long de la rivière de la Dumbea jusqu'aux limites de la RP1. De grands espaces essentiellement occupés pour une majorité d'exploitation d'élevage bovin. Dans le rapport de présentation (p191 et 192) concernant les terres agricoles, il est mentionné que 67% des 8% de la surface couverte par les exploitations agricoles est occupé par du bovin et que 47% de cette surface occupée par du bovin se situe sur les forêt sèches et une partie en mangrove. Donc que près de 50% de l'espace dédié à l'élevage bovin se situerait sur des espaces dits protégés (forêt sèche et mangrove), incohérence ou données imprécises conduisant à un zonage aux limites approximatives, relevé plus haute dans la partie « NP Forêt sèche », qui pointe une contradiction entre la présence d'EIP et la pratique agricole.

➤ La zone nord

Situé de part et d'autre de la Dumbea, à la couvelée et à koé, ces espaces incontournables constituent pour partie la ceinture verte du grand Nouméa. En page 193 du rapport de présentation, il est indiqué que ces zones produisent en fruit et légumes 18% du volume de la province Sud et 15% de celui de la Nouvelle-Calédonie et au niveau avicole, 50% du chiffre d'affaire de la filière. En conséquence, cette zone doit à travers sa fonction productive faire l'objet de mesures spécifiques afin d'éviter le morcellement et limiter les conflits d'usages. Pour cela, une attention particulière doit être portée lors de l'instruction des demandes de division et de permis de construire afin de limiter l'implantation d'habitations trop proches, en particulier des zones/bâtiments d'élevages, préjudiciable à la bonne marche des exploitations sur le long terme.

Par ailleurs, la détermination d'une surface minimale de 30 ha à la division et donc à la construction, doit pouvoir à l'avenir faire l'objet d'une analyse plus fine, permettant d'organiser l'espace agricole, à l'image de l'espace urbain, en pôles d'activités. En effet, le secteur agricole se compose de différentes activités ne nécessitant pas toutes les mêmes besoins en terme de surfaces, ressources en eau, qualité de sol... De ce fait, la structuration de l'espace agricole par spécialisation, tenant compte de l'environnement humain, devrait favoriser la valorisation de celui et faciliter sa gestion et son développement.

L'anticipation des besoins et des orientations des zones agricoles sera un gage de stabilité et de développement économique de ce secteur pour la commune de Dumbéa, si celle-ci souscrit à une vision inclusive, fonctionnelle (au-delà du rôle décrit dans l'OAP) et économiquement bénéfique de l'activité agricole. Le focus opéré montre que l'espace agricole se caractérise par le seul prisme de la fonctionnalité d'aménagement du territoire (corridors et espaces naturels relais) et traduite sous le vocable de trame verte. Il convient ainsi de rappeler que dans les piliers de la multifonctionnalité des espaces agricoles et ruraux, la production en est le premier.

3- Le règlement

En remarque générale et au regard des éléments du rapport de présentation, il convient pour certaines zones, notamment des zones naturelles « zones N » et agricoles « zones AC » d'en vérifier les limites. Par ailleurs et toujours pour la zone (AC), une subdivision du règlement reposant sur la spécialisation par zone permettrait de mieux organiser l'espace et d'en maîtriser son développement.

4- Conclusion

De manière générale, certaines données mobilisées nécessitent des précisions et laissent apparaître des incohérences les uns vis-à-vis des autres et avec des noms de zonages différents d'un document à l'autre, parfois avec ou sans indices.

Concernant la partie environnementale, certains concepts ne sont pas en adéquation avec ceux exposés dans le code de l'environnement et sont donc sujet à interprétation.

D'autre part, des éléments utiles à la planification sont cités comme, notamment, les zones inondables qui concernent une large partie du territoire de la commune mais qui n'apparaît pas dans la cartographie.

Enfin, il serait opportun de vérifier certaines informations relatives aux superficies d'aires protégées, d'EIP et préciser si la superficie proposée de la commune prend ou non en compte la partie marine.

La DDDT émet des observations au projet de révision du PUD de Dumbéa, alerte, en particulier pour le secteur agricole, sur la nécessité de préciser son zonage et suggère d'initier les réflexions sur sa gestion avec les acteurs du secteur afin d'assurer son ancrage territorial cohérent et concertée sur le long terme.

Mes services et équipes se tiennent à la disposition de la DAEM et de la mairie Dumbéa pour apporter toutes précisions utiles sur ces différentes propositions et contribuer à leurs mises en œuvre.

Le directeur du développement durable
des territoires



Nicolas PEBAY